



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5365 - Lundi 3 mai 2021 - Prix : 10 DA

Béjaïa

Sit-in des pompiers devant l'unité principale

Page 16

Message de Belhimer à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse

69 % des Algériens convaincus que la presse critique librement le gouvernement

Page 3

En Libye, un couac qui en dit long

Par Mohamed Habili

Il y a encore peu le gouvernement de transition libyen voulant se réunir à Benghazi a envoyé une équipe sécuritaire prendre les dispositions nécessaires en vue de son déplacement, pensant sans doute être en cela dans son droit le plus strict. Il se trompait (mais qui à sa place ne se tromperait pas ?) car ses experts en sécurité n'ont pas plus tôt atterri à l'aéroport de la capitale de l'est qu'ils ont dû rembarquer. Ils n'étaient pas attendus. A l'évidence, le fait qu'ils relèvent du gouvernement, d'un gouvernement, il faut le préciser, non pas seulement d'union, ce qu'était déjà son prédécesseur, mais d'unité nationale, ne les autorisent aucunement à s'occuper d'une tâche souveraine, en l'occurrence la sécurité du Premier ministre Abdelhamid Dbeibah sur le sol de Benghazi. Ce premier couac à l'ère de l'unité libyenne retrouvée annonce clairement ce que va être la suite. Un exécutif qui doit s'en remettre pour sa sécurité à un gouvernement local souverain dans sa juridiction, est-il vraiment en capacité d'organiser des élections aussi importantes que celles censées rendre à la Libye toute son unité ? On peut en douter. Si d'ailleurs elles devaient en dépit de tout avoir lieu, et dans les temps voulus, c'est-à-dire le 24 décembre de cette année, c'en serait fini de lui du même coup.

Suite en page 3



Mahdi Derrouiche, P-DG du Groupe laitier Hlib Bledi et membre de la CGEA Annaba

«Il n'y a pas de volonté de diminuer l'importation de poudre de lait»



Phs/D. R.

Groupe spécialisé dans la production de lait et de produits laitiers, Hlib Bledi, filiale du Groupe Derrouiche, est parvenu à imposer les produits Bladna dans un secteur fortement concurrentiel. Situé près d'Annaba, le Groupe a réussi à dépasser les difficultés imposées par la crise sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus. Pire que le Covid-19, les entraves bureaucratiques bloquent cependant la croissance de Hlib Bledi qui dispose pourtant d'atouts majeurs en matière de développement de production de lait cru et d'exportation

Pages 2 et 3

Mohamed-Seddik Benyahia

Militant nationaliste, homme d'Etat dévoué et diplomate infatigable

Page 4

Réformes hospitalières

Pr Nibouche : «Le système de santé a besoin d'être réformé de fond en comble»

Page 16



Mahdi Derrouiche, P-DG du Groupe laitier Hlib Bledi et membre de la CGEA Annaba

«Il n'y a pas de volonté de diminuer l'importation de poudre de lait»

■ Groupe spécialisé dans la production de lait et de produits laitiers, Hlib Bledi, filiale du Groupe Derrouiche, est parvenu à imposer les produits Bladna dans un secteur fortement concurrentiel. Situé près d'Annaba, le Groupe a réussi à dépasser les difficultés imposées par la crise sanitaire provoquée par la pandémie de coronavirus. Pire que le Covid-19, les entraves bureaucratiques bloquent cependant la croissance de Hlib Bledi qui dispose pourtant d'atouts majeurs en matière de développement de production de lait cru et d'exportation.

Par Mehdi Mourad

Treat, petite commune agricole située à l'ouest de la ville d'Annaba, est coincée entre le mont Edough et la plaine de l'Oued el Kébir. La région est célèbre pour ses bocages verdoyants où paissent les troupeaux de vaches et pour la qualité de ses fruits et légumes. Depuis 2017, Treat est également connue pour son usine de produits laitiers initiée par le Groupe Hlib Bledi. Un complexe agroalimentaire de 30 000 m² qui est entré en production à la fin de l'année 2019. L'usine est spécialisée dans le conditionnement de lait UHT et dans la production de produits laitiers (yaourts à boire, lait caillé,

lben, crème fraîche et jus) sous la marque Bladna. Hlib Bledi est une filiale du Groupe Derrouiche que préside Mahdi Derrouiche. «Nos métiers d'origine sont la construction, le bâtiment, les projets hydrauliques et la réalisation de routes. Il y a quelques années, nous avons fait le choix de nous diversifier. Nous avons opté pour l'agroalimentaire avec un premier investissement dans l'industrie du lait car le potentiel de ce produit est très intéressant», souligne-t-il.

Normes européennes les plus strictes

Le Groupe Derrouiche a l'avantage de construire ses propres infrastructures. C'est précisément la stratégie adoptée lors de la réalisation de l'unité de Treat. Située dans la zone d'activité du village, Hlib Bledi est en fait l'unique usine opérationnelle de la commune et le principal employeur avec près d'une centaine de salariés. Une fois le portail dépassé, nous entrons dans un espace qui répond aux règles industrielles : le bloc administratif avec ses dépendances sont sur la gauche, au centre se situe l'unité de production et sur la droite les hangars d'entreposage de matières premières et d'emballages ainsi que le stock de produits laitiers prêts à être commercialisés. «Notre usine répond aux normes les plus strictes en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire», assure Mahdi Derrouiche. Première remarque : aucune odeur désagréable ne se dégage du site, pas même à l'intérieur de la zone de production. «Les lignes et les locaux sont nettoyés avec des produits spéciaux après chaque cycle de production. Nous avons opté pour des équipements de dernière génération fabriqués en Italie, afin de garantir la qualité de nos produits. C'est également valable pour l'eau qui doit être d'une qualité irréprochable car cet élément constitue la base de toute industrie agroalimentaire. L'eau, qui provient d'un forage, est ensuite traitée dans une station équipée d'une unité d'osmose inverse et de filtres à charbon actif. Fabriqués aux Etats-Unis, ces équipements sont utilisés également dans le domaine de l'industrie pharmaceutique et permettent de traiter 20 000 litres d'eau par heure». A l'intérieur, la zone de production est une véritable ruche. Aux commandes de grandes machines en acier inoxydable, des agents préparent des lots de lait en bricks et de yaourt à boire conditionnés en bouteille. Dans un autre espace, des ingénieurs et des techniciens s'affairent à installer deux



nouvelles lignes de production qui seront dédiées au conditionnement d'autres dérivés du lait. «Nos produits de la marque Bladna sont commercialisés dans une quinzaine de wilayas, dont Alger. Nous avons développé notre propre réseau de commercialisation et nous travaillons également avec des partenaires chargés de la distribution. Nous avons réussi à nous faire une place sur le marché des produits laitiers malgré une très forte concurrence. Notre objectif est également d'aller vers des mar-

contexte économique actuel est plutôt difficile à cause, notamment, de la crise sanitaire. «Nous avons lancé la production en pleine pandémie de Covid-19, mais nous avons fait en sorte de gérer au mieux la situation. Et je dois dire que nous avons réussi puisque notre activité connaît une réelle progression. Je pense que la crise sanitaire à tout de même brider notre croissance, mais nous devons aller de l'avant. Néanmoins, la pandémie n'est rien comparativement à la bureaucratie», regrette le mana-

«L'Etat a mis en place un système de soutien financier pour aider la filière lait. Ce mécanisme permet d'octroyer des primes aux éleveurs, aux collecteurs et aux laiteries qui se chargent de la transformation. Chaque mois, un état est établi dans le cadre d'une tripartite qui rassemble les trois acteurs. L'état est ensuite déposé auprès de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil) qui se charge de contrôler la véracité des données grâce à un logiciel. Puis il est transmis à la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya qui débloque les primes provenant d'un fonds public de soutien à la production de lait cru. Le prix du lait est fixe, il est de 42 dinars le litre plus 12 dinars de prime, l'éleveur perçoit 5 dinars de prime. La laiterie perçoit une prime de transformation qui va de 4 à 6 dinars le litre. Malheureusement, ce mécanisme de soutien mis en place par l'Etat ne fonctionne pas. En 2019, nous avons réalisé trois mois de collecte, nous avons donc payé les éleveurs. Mais ces derniers n'ont perçu leurs primes qu'à la fin de l'année 2020», note Mahdi Derrouiche. La situation est devenue très complexe car jusqu'à présent aucun éleveur n'a accepté de signer de convention avec Hlib Bledi à cause du retard dans le versement des primes par la DSA. «Depuis janvier 2020, nous n'avons pas eu de lait cru issu des élevages d'Annaba dans notre usine», ajoute-t-il. Pour le patron de la laiterie, les blocages auxquels il fait face sont dus au fait que son entreprise applique à la lettre le processus d'enregistrement des quantités fournies par les éleveurs. «Nous voulons travailler dans la transparence, mais cela n'arrange pas les affaires de certains groupes d'intérêt. La filière lait est minée par les pratiques frauduleuses.



chés extérieurs, au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Nous envisageons d'ailleurs de débiter par la Libye et la Mauritanie où nous sommes en discussions avancées avec des distributeurs», indique Mahdi Derrouiche. Le potentiel de développement est tel que Hlib Bledi a finalisé une étude pour la réalisation d'une extension afin de fabriquer d'autres produits, des fromages notamment. Il faut dire que le Groupe Derrouiche a engagé des moyens importants dans la réalisation de ce projet, puisque 70 % de l'investissement ont été engagés sur fonds propres.

Groupes d'intérêt

Cet engagement, Mahdi Derrouiche l'assume pleinement même s'il reconnaît que le

ger. Pour lui, rien n'est fait pour faciliter les investissements. «Nous ne sommes pas reconnus par les autorités locales, puisque nous n'avons même pas pu organiser une inauguration officielle. Les responsables agissent comme si nous n'existions pas». Mahdi Derrouiche compare le secteur laitier à un véritable champ de mines. Il avoue n'avoir jamais imaginé qu'il serait un jour confronté à des pratiques d'une si grande opacité. Car pour pouvoir produire, Hlib Bledi a besoin bien évidemment de lait cru. Treat étant au cœur d'un des plus grands bassins laitiers du pays – qui s'étend d'El Tarf jusqu'à Skikda en passant par Souk-Ahras, Annaba et Guelma – la logique voudrait que cette matière première soit disponible en profusion. Mais la réalité est tout autre.

Présidence de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé une réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, la réunion périodique du Conseil des ministres, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Cette réunion a été consacrée à l'examen et l'adoption de nombre d'exposés relatifs aux secteurs de l'Intérieur, la Justice, l'Habitat, le Commerce et la Santé», a précisé le communiqué. Les dossiers inscrits à l'ordre du jour revêtent une grande importance et touchent directement au quotidien du citoyen. C'est notamment le cas de celui de l'habitat qui tient des milliers de citoyens en haleine. Les chantiers du bâtiment, dont certains enregistrent du retard ou ne connaissent pas une cadence d'avancement satisfaisante, ont besoin de décisions fermes pour leur relance. Le Commerce est l'autre secteur qui a grandement besoin d'orientations et d'instructions à même d'y remettre de l'ordre et permettre aux citoyens d'accéder à nombre de produits à de meilleurs prix. Aussi, le président de la République s'est penché sur le secteur de la santé. La crise sanitaire due à l'épidémie du coronavirus, le retard de l'opération de vaccination et la prise de mesures pour faire face au risque d'une troisième vague sont autant de points qui animent l'actualité nationale. Nous reviendrons sur cette importante réunion dans notre prochaine édition.

A. F.

Message de Belhimer à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse

69 % des Algériens convaincus que la presse critique librement le gouvernement

■ Plaidant pour «l'approche intégrée visant à consolider la relation de confiance entre la presse et le citoyen», le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué que «d'après les résultats d'un sondage mené par une université étrangère, 69 % des Algériens sont convaincus que la presse critique librement la performance du gouvernement, assez régulièrement et sans crainte de poursuites».

Par Thinhinene Khouchi

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai), Belhimer a écrit dans un message adressé à la corporation, «aujourd'hui, en aspirant à un avenir de plus en plus prospère pour la presse, nous prenons pour repères les sacrifices honorables et la transformation substantielle que connaît la profession à la lumière du processus d'édification d'une Algérie nouvelle, fondée sur la transition numérique sûre et inclusive», thème du Prix du président de la République du journaliste professionnel 2020. Il a affirmé que le président de la République «a érigé la liberté de la presse en principe immuable, consacré par la Constitution du 1^{er} novembre 2020, avec toutes les garanties qui offrent au journaliste l'espace de liberté nécessaire à l'exercice de ses missions, avec professionnalisme et déontologie», rappelant l'article 54 de la loi fondamentale qui dispose que «le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de liberté». La position du président de la République à ce sujet «a été accompagnée d'actes qui ont conféré à cette nouvelle orientation sa dimension effective, notamment à la faveur de ses rencontres périodiques avec les différents médias nationaux, publics et privés, voire étrangers», a-t-il souligné. Dans le même contexte, le ministre a fait observer qu'un décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne a été élaboré en novembre dernier», rappelant que



PHD.R.

cette activité est désormais «soumise à la publication à travers un site électronique, dont l'hébergement est exclusivement domicilié physiquement et logiquement en Algérie, avec une extension du nom de domaine .dz». A ce propos, le ministre a souligné que la promulgation du décret exécutif régissant la presse électronique «s'inscrit dans le cadre des grands chantiers de réforme basés sur deux principaux axes». Le premier concerne «le renforcement du système législatif et réglementaire du secteur et son adaptation aux dispositions de la Constitution», a-t-il précisé. Le deuxième axe a trait à «la maîtrise de la numérisation, à travers la dotation en équipements développés, et la garantie d'une formation ciblée en vue de parvenir à produire un contenu cybernétique national sécurisé et diversifié». Sur un autre registre et dans une

optique de rationalisation de l'exploitation d'ALSATCOM-1, premier satellite de télécommunications algérien, un décret exécutif modifiant et complétant le décret portant statut de l'Etablissement public de télédiffusion d'Algérie a été promulgué en 2020. A ce propos, le ministre a indiqué que Télédiffusion d'Algérie peut, en vertu de ce changement, «conclure des contrats commerciaux pour la fourniture de prestations de services de diffusion directe, par satellite, pour les services audiovisuels et la location de capacités satellitaires appropriées sur des satellites nationaux ou étrangers». De même qu'en consécration de la liberté de la presse et du droit du citoyen à l'information, «la même période a connu la réalisation de nouveaux locaux de radios régionales à Mostaganem et Tébessa, en sus de l'apparition de nouveaux titres et de 75 sites élec-

troniques et l'octroi de 37 certificats d'enregistrement de média en ligne après confirmation de leur domiciliation dz, avec pour objectif d'atteindre, d'ici le prochain été, 100 sites web sécurisés en Algérie», a relevé le ministre. Et d'ajouter : «Autant nous sommes fiers de compter 8 500 journalistes et 180 quotidiens, bénéficiant du soutien de l'Etat en matière de papier et de publicité publique, autant nous nous attelons à la promotion de la presse pluraliste, libre et responsable. Une presse qui soit un allié pivot dans le développement des droits de l'Homme et des démocraties, dans la réalisation du développement durable et dans la contribution à produire le changement escompté dans l'attitude du destinataire et dans son interaction positive avec les événements qui l'entourent».

T. K.

En Libye, un couac qui en dit long

Suite de la page une

Ce qui s'est passé à Benghazi certes est pour lui un coup dur, une avanie, mais, pour peu qu'on y pense, il peut bien y trouver son compte. Si en effet il y a encore loin de l'union à l'unité, c'est que le passage de l'une à l'autre risque de prendre bien plus de temps que prévu au départ. Plus il rencontre de résistances sur son chemin vers son objectif, plus il sera à même de prolonger sa propre existence. A l'inverse, plus vite il mènera rondement son affaire, courant de succès en succès, plus sûrement il se condamnera à quitter la scène dans les temps, déjà pas loin de toucher à leur terme. Déjà au début de février, quand il recevait son mandat, sa durée de vie légale était moins d'une année. En ce début de mal, il faut déjà en retrancher trois mois. Trois mois passés somme toute à ne rien faire. A part confirmer un traité avec la Turquie, un point dont on chercherait vainement trace dans la feuille de route qui lui avait été remise par le Forum du dialogue libyen, son mandat officiel. A ce train, trois autres mois seront bientôt consommés sans que la préparation des élections ait beaucoup avancé. Mais plus il perd de temps, plus il en gagne en réalité. A plus forte raison si la communauté internationale, c'est-à-dire les grandes puissances, voient bien que ce n'est pas de sa faute, mais de celle de Tobrouk, qui avait fait semblant de la reconnaître. Tobrouk n'a pas voulu de son équipe sécuritaire parce qu'il y a vu un grand danger pour sa propre sécurité. Les milices de Tripoli, d'où procède cette équipe, sont en effet considérées par lui comme des organisations terroristes. Qu'on les ait laissées repartir est dans le fond une grande concession faite au gouvernement d'unité nationale. C'est même la meilleure preuve de la bonne foi de Tobrouk. L'ennemi était venu se mettre de lui-même entre ses mains, et il ne lui a été fait aucun mal. Il a seulement été prié de s'en retourner chez lui. Du moins le cessez-le feu, antérieur de plusieurs mois au gouvernement de transition, est respecté. M. H.

au bout. Tout ce que nous subissons démontre qu'il n'y a pas de volonté de diminuer l'importation de poudre de lait», martèle Mahdi Derrouiche. En attendant le déblocage de la situation, il pense à alimenter son usine en lait à partir de la Tunisie, pays autosuffisant et qui est même en surproduction en lait cru. «Nous réfléchissons à la possibilité d'importer du lait congelé afin de régler la problématique du transport», assure-t-il. Le recours à cette solution temporaire prouve à elle seule l'échec de la stratégie de développement de la filière lait. M. M.

●●●
Suite de la page 2

C'est au niveau de la DSA que tout bloque, c'est en tout cas ce que nous percevons à Annaba. Il faut que la DSA joue son rôle de contrôle et de régulation. Plusieurs responsables de laiteries et des fonctionnaires des services agricoles ont été poursuivis en justice à cause de leur gestion des primes destinées à la production de lait cru», constate-t-il.

Le préjudice pour le Trésor public et pour l'économie sont énormes : détournement de fonds publics, encouragement de la vente de lait cru dans les réseaux informels et augmentation de la facture d'importation de poudre de lait. «L'objectif essentiel est d'économiser des devises en encourageant la production nationale, mais nous sommes loin de l'atteindre». N'ayant plus accès au lait cru

algérien, Hlib Bledi est tenue de recourir à l'importation de poudre de lait.

Blocages

Pourtant, Mahdi Derrouiche s'attelle à trouver des solutions pour s'approvisionner en lait cru algérien. Pour pallier le manque de matière première, il a signé un partenariat avec des éleveurs de la wilaya de Souk Ahras. «Nous avons donc décidé d'y créer un centre de collecte et envisageons d'installer un dispositif semblable dans la wilaya d'El Tarf». En parallèle, il s'est lancé dans un nouveau challenge dans le but de gagner en autonomie : produire son propre lait cru. «Nous avons récemment acquis des parts dans une ferme afin de développer la production de lait cru. C'est un partenariat 50/50, notre Groupe se charge de la restructuration et la modernisation de la ferme. L'avantage pour

cette première expérience c'est que l'infrastructure et l'eau existent. C'est un projet important qui s'étend sur 12 hectares, dont une partie couverte, pour accueillir une centaine de vaches laitières. Pour la première phase, l'investissement est de 14 millions de dinars. Nous comptons augmenter le nombre de bêtes très rapidement. Mais à notre grand étonnement, au moment de déposer le dossier pour l'obtention de la carte d'éleveur, les fonctionnaires de la DSA ont déclaré que nous n'y avons pas droit car la ferme n'est pas encore en exploitation. Cette carte est nécessaire pour lancer le projet d'investissement puisqu'elle fait office de registre du commerce. Nous avons écrit plusieurs correspondances à la DSA d'Annaba mais elles sont restées lettre morte», affirme le président du Groupe Derrouiche qui estime que c'est une autre tentative de bloquer ses activités. Mahdi Derrouiche en est arrivé à

croire à un acharnement de la part de certaines parties. Il cite également le rejet de l'administration de son dossier pour l'accès à la poudre de lait subventionnée, matière première qui permet la production de lait en sachet, vendu à 25 dinars. «Nous avons formulé des demandes à deux reprises, mais n'avons eu aucune réponse. A la DSA on m'a fait comprendre que le fait que je produise du sachet de lait subventionné pourrait gêner quelques groupes d'intérêt». Membre de la Confédération générale des entreprises algériennes, Mahdi Derrouiche a décidé de saisir l'organisation patronale afin d'obtenir son appui. «Il est important que les chefs d'entreprises soient unis pour faire face aux blocages bureaucratiques. Parfois je me dis qu'il faut être fou pour investir en Algérie. C'est un véritable combat au quotidien. Mais nous tenons bon, il est essentiel d'aller

Mohamed-Seddik Benyahia

Militant nationaliste, homme d'Etat dévoué et diplomate infatigable

■ Dans une lettre adressée au martyr Benyahia, publiée au lendemain de son enterrement dans le quotidien «*El Moudjahid*», l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, rendait hommage à un homme d'une «conscience aiguë de l'injustice et cette foi nationaliste profonde qu'il sut toujours offrir aux influences harmonieuses et salutaires du devenir universel, sans jamais l'enfermer dans une crispation stérilisante, ni dans un quelconque rabougrissement desséchant»...

Par Meriam B.

L'homme politique et ancien ministre Mohamed Seddik Benyahia, décédé dans un accident d'avion le 3 mai 1982, incarnait l'homme d'Etat dévoué et le diplomate infatigable qui a fait connaître la guerre de Libération dans le monde et servi le pays avec abnégation et humilité après l'indépendance.

Né le 30 janvier 1932 à Jijel, Mohamed Seddik Benyahia, cet «*homme hors normes*», comme le qualifiait son compagnon de lutte, Rédha Malek, et au parcours irréprochable, avait marqué par son courage et son sens du sacrifice l'histoire du mouvement national et celle de l'Algérie combattante et indépendante.

Le jeune militant qui a côtoyé plusieurs personnalités à l'image de Belaid Abdesselam et Lamine Khene, au lycée Albertini à Sétif, faisait déjà ses preuves en étant un membre actif et animateur de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema) et est l'un des partisans de 19 Mai 1956 qui a vu des centaines d'étudiants et de lycéens abandonner les amphes et les salles de classes pour rejoindre la Révolution.

Diplômé en droit en 1954 de l'université d'Alger, le jeune Benyahia s'est fait remarquer sur la scène politique et s'est vu même confier d'importantes missions à l'étranger, à l'instar de la conférence de Bandung en 1955 à laquelle l'Algérie, qui était en guerre contre le colonialisme, avait pris part en tant que pays observateur. Benyahia, alors âgé de 23 ans, faisait partie de la délégation algérienne présidée par Ait Ahmed et M'hamed Yazid.

Après la création de l'Ugema, les autorités coloniales avaient lancé un mandat d'arrêt contre Benyahia et Lakhdar Ibrahim, qui se trouvaient à l'époque à Jakarta. Pour assurer leur protection, les

dirigeants du FLN avaient décidé de le affecter au bureau local du FLN en Indonésie.

Le jeune militant a vite imposé son charisme et gravi les échelons dans la hiérarchie de la glorieuse Armée de libération nationale (ALN) en devenant le secrétaire général de la présidence du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), et membre de la délégation algérienne aux négociations des Accords d'Evian en 1962. Il avait également représenté, aux côtés de Rédha Malek, le GPRA lors d'une rencontre de négociations le 28 octobre 1961 à Bâle, en Suisse.

Ses compagnons de lutte, dont les témoignages ont été recueillis lors de différentes commémorations de sa disparition, n'avaient cessé de broser le profil d'un grand militant nationaliste et d'un diplomate au talent avéré et dont la mort était une grande perte pour l'Algérie.

L'ancien Chef de gouvernement et ami de lutte de Mohamed Seddik Benyahia durant la guerre de Libération nationale, lors d'une journée d'étude organisée en 2017 à l'université de Jijel, évoquait un homme «*hors norme*» qui a marqué de son empreinte les négociations d'Evian.

Rédha Malek qui relatait le parcours révolutionnaire et diplomatique du militant nationaliste, affirmait que ses réalisations avaient «*contribué au développement de l'histoire de l'Algérie contemporaine*».

Il avait également mis en avant le rôle de Benyahia dans les négociations d'Evian, soulignant «*ses compétences tactiques*» et «*son intelligence diplomatique*» durant les négociations entre le Front de libération nationale (FLN) et la délégation française.

Lors d'une cérémonie commémorant le 34^e anniversaire de



Ph.D.R.

la disparition de Mohamed Seddik Benyahia, feu Zoheir lhadadène avait évoqué les qualités d'un homme «*nationaliste, intègre et compétent*», ajoutant qu'il était aussi un «*fin politicien, doublé d'un diplomate et juriste aux talents avérés*».

A l'indépendance, le moudjahid avait assumé plusieurs postes d'ambassadeur et de ministre, notamment ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur, ministre de l'Information et celui des Affaires étrangères.

Désigné à la tête de la diplomatie algérienne en 1979, Mohamed Seddik Benyahia était au service de la paix dans le monde. L'histoire retient encore aujourd'hui, 39 ans après sa disparition dans un tragique accident d'avion, son rôle dans le dénouement de la crise des 52 Américains retenus en otages

pendant 444 jours au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en amenant les deux parties à signer l'accord d'Alger le 19 janvier 1981.

Le ministre des Affaires étrangères poursuivait sa mission de paix et s'était engagé, quelques mois après l'affaire des otages américains, dans le bourbier irako-iranien voulant à tout prix mettre un terme à une longue guerre dévastatrice. Après avoir échappé à la mort dans un crash d'avion en 1979 au Mali, il trouvera la faucheuse, avec 13 autres cadres du ministère, le 3 mai 1982, dans un autre crash de l'avion qui le transportait en direction de l'Iran où il était en mission de médiation dans le conflit frontalier entre Téhéran et Bagdad.

Dans une lettre adressée au martyr Benyahia, publiée au lendemain de son enterrement

dans le quotidien «*El Moudjahid*», l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri, rendait hommage à un homme d'une «conscience aiguë de l'injustice et cette foi nationaliste profonde qu'il sut toujours offrir aux influences harmonieuses et salutaires du devenir universel, sans jamais l'enfermer dans une crispation stérilisante, ni dans un quelconque rabougrissement desséchant».

«*Il aimait à rappeler que l'indépendance n'est pas une fin en soi, mais qu'elle devait, dans cette conjonction du passé et du présent, favoriser le transfert indispensable de la Nation à la société et l'émergence de citoyens nouveaux, d'Algériens totalement libres et totalement libérés*», poursuivait le regretté Dembri dans sa dernière lettre à Benyahia.

M. B.

Covid-19

La Protection civile va intensifier ses actions de sensibilisation

Les services de la Protection civile vont intensifier, à travers une campagne qui sera lancée aujourd'hui, les actions de sensibilisation et de prévention dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), suite à la hausse «*importante*» des cas de contamination enregistrés ces derniers jours, indique hier un communiqué de la Protection civile.

Suite «*à la hausse importante des cas de contamination avec une courbe haussière des cas de personnes contaminées par le Covid-19 enregistrée ces derniers jours, et afin de contribuer efficacement aux efforts de lutte contre la pandémie, les services de la Protection civile, vont*

intensifier à partir de lundi leurs actions de sensibilisation et de prévention portant sur le Covid-19 au profit des citoyens», précise le communiqué.

Il s'agit notamment de «*renforcer les actions de sensibilisation de proximité au niveau des communes, en particulier les zones urbaines et les surfaces commerciales, et de collaborer avec les directions des Affaires religieuses, à travers la participation des imams dans les actions de sensibilisation*».

Les mesures visent aussi à «*intensifier les actions de sensibilisation et de prévention dans les établissements éducatifs, les centres de formation professionnelle, les universités et les résidences*

universitaires, d'utiliser les réseaux sociaux comme moyen pour véhiculer le message préventif contre la pandémie et d'intensifier les interventions sur les ondes de la Radio nationale, à l'effet de sensibiliser les citoyens sur les risques de contamination».

Au cours de cette campagne, il sera également mis en exergue le rôle des citoyens pour le respect et l'application rigoureuse des mesures barrières contre le Covid-19, à savoir «*le port de la bavette obligatoire, en particulier dans les places publiques, l'hygiène corporelle et la désinfection des lieux, la distanciation physique d'au moins un mètre, ainsi que d'éviter les regroupements notamment*

devant les locaux commerciaux et les places publiques», ajoute la même source.

Il est à rappeler que depuis le début de la pandémie, les services de la Protection civile ont effectué «*29 243 opérations d'information et de sensibilisation au profit des citoyens portant sur la pandémie de coronavirus, 32 029 opérations de désinfection générale sur plusieurs installations et structures publiques et privées, en particulier les établissements hospitaliers, les maisons de vieillesse, les pouponnières et les bureaux de poste, afin de limiter la propagation de la pandémie*», conclut le communiqué.

Hani Y.

L'expert financier Mohamed Boukhari au sujet des banques publiques :

La dissociation des rôles de surveillance et de management «renforcera la bonne gouvernance»

■ La restructuration opérée à la tête des banques publiques par le ministère des Finances, à travers la nomination d'un président du Conseil d'administration (PCA) et d'un directeur général au sein de chacune des six banques publiques, «renforcera la bonne gouvernance et relève du bon sens», a indiqué, hier à l'APS, l'expert financier Mohamed Boukhari.

Ph.D. R.



Par Younès S.

Cette démarche est «en droite ligne avec les nouveaux textes de la Constitution qui prônent la bonne gouvernance», a-t-il souligné, estimant qu'il était logique de séparer la fonction de gestion des banques de celle de suivi et d'évaluation qui étaient, avant cette restructuration, exer-

cées par une seule et même personne, à savoir le président-directeur général (P-DG) de la banque. Avec l'installation d'un PCA à la tête de chaque banque publique, la responsabilité du suivi, de surveillance et de l'évaluation de la concrétisation de la stratégie élaborée par le Conseil d'administration (CA) lui incombera, alors que les DG seront en charge, uniquement, de l'exécution de cette stratégie, a expliqué M. Boukhari.

Cette séparation des deux fonctions d'exécution et de supervision «relève du bon sens», a-t-il ajouté. Autre avantage de cette restructuration, «la réduction des risques de corruption», a estimé l'expert, expliquant que cette réforme assurera plus de transparence dans la gestion et une

prise de décision collégiale au sein du CA, et par conséquent les risques de corruption devront être «minimisés».

M. Boukhari encourage, en outre, que les gros crédits, dont le nombre est plutôt limité, ne puissent plus être accordés que sur décision du CA, ce qui devrait, selon lui, «éviter certaines dérives» constatées par le passé dans la gestion de certaines banques et «qui leur ont porté préjudice».

La prochaine étape dans l'instauration de la bonne gouvernance des banques se traduira, selon l'expert, «par l'installation d'administrateurs indépendants qui intégreront le CA de ces banques», précisant que ces derniers devront répondre à «un profil particulier en étant des experts dans le domaine de la macro-économie avec une expérience avérée dans les fonctions de suivi et d'évaluation».

Ce profil leur permettra d'apporter un plus au CA en matière de supervision de l'exécution des stratégies et autres orientations adoptées par ses membres, a détaillé M. Boukhari, ajoutant qu'«en sa qualité d'actionnaire principal des banques publiques, l'Etat, à

travers le ministère des Finances, est en mesure de choisir les personnes à même d'intégrer les CA de ces banques».

M. Boukhari a préconisé également l'ouverture du capital de certaines banques publiques comme troisième étape de la réforme de la gouvernance de ce secteur, en spécifiant que le choix des banques concernées par cette démarche devra répondre à un critère de «performance» indispensable afin d'intéresser d'éventuels investisseurs privés locaux à en devenir actionnaires et à siéger au sein de leurs CA. Ces actionnaires s'efforceront ainsi de «fructifier leurs investissements et veilleront, aussi, à la bonne gestion de la banque dont ils sont actionnaires», a-t-il conclu.

Y. S.

Venezuela Hausse de 300 % du salaire minimum

LE GOUVERNEMENT vénézuélien a annoncé samedi une augmentation du salaire minimum de près de 300 %.

«Une augmentation du salaire minimum entre en vigueur, à 7 millions de bolivars, soit 2,5 dollars», a déclaré le ministre du Travail, Eduardo Piñate, devant des partisans du gouvernement socialiste rassemblés à l'occasion du 1^{er} mai.

Le salaire minimum mensuel augmente ainsi de 288,8 %. Il est complété par un coupon alimentaire de «3 millions de bolivars», pour un «revenu minimum de 10 millions de bolivars», selon le ministre.

Mais cette augmentation ne permet pas aux Vénézuéliens de rattraper leur pouvoir d'achat, alors que le pays est en crise, avec une économie en récession depuis huit ans et quatre années consécutives d'hyperinflation, laquelle a atteint près de 3 000 % en 2020.

«Ce n'est pas la meilleure nouvelle pour un premier mai», a réagi l'économiste César Aristimuño, cité par l'agence AFP. «Cela va certainement provoquer un petit soulagement pour de nombreux Vénézuéliens, mais malheureusement ce que nous allons voir, c'est une hausse des prix», a-t-il ajouté.

Le gouvernement de Nicolas Maduro, frappé par des sanctions internationales, en particulier de Washington qui cherche à l'évincer depuis sa réélection en 2018, a renoncé à annoncer les hausses de salaires en grande pompe.

R. D.

Constantine

Exportation de 22 000 tonnes de clinker vers plusieurs pays d'Afrique

La Société des ciments de Hamma Bouziane (SCHB) de Constantine, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), va procéder «prochainement» à l'exportation de plus de 22 000 tonnes de clinker vers plusieurs pays d'Afrique, a annoncé, samedi, son P-DG, Rezki Kitouni.

S'exprimant en marge de la célébration de la Journée mondiale des travailleurs (1^{er} mai), ce responsable a indiqué à l'APS que cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts de pénétration de nouveaux marchés en Afrique et en Amérique latine, dont ceux du

Sénégal, de Côte-d'Ivoire, de Guinée, du Pérou et du Brésil, consiste à «exporter plus de 22 000 tonnes de cette matière brute essentielle à la fabrication du ciment qui a été produite en dépit de la conjoncture difficile imposée par la pandémie de Covid-19».

La stratégie de développement du groupe Gica repose, selon M. Kitouni, sur «la consolidation de sa présence à l'échelle internationale aux côtés des grands fabricants de clinker, à travers l'augmentation du volume d'exportation de ses produits de sorte à contribuer à la diversification des exportations

nationales hors hydrocarbures et à la promotion du produit local», a assuré le même responsable. Le P-DG de la Société des ciments de Hamma Bouziane a révélé également que «les unités industrielles de production seront exceptionnellement fermées pour 80 jours, dans le cadre d'une mesure préventive d'entretien du matériel et des moyens afin d'assurer le bon fonctionnement du four».

M. Kitouni a fait état, en outre, du lancement «prochain» d'un projet d'incinération des huiles usagées au niveau de la SCHB dont la concrétisation permettra, d'un côté, de trouver

une alternative à la grande quantité d'énergie requise pour le fonctionnement du four et de contribuer, d'un autre côté, au recyclage écologique tout en se débarrassant de ces huiles.

Le processus d'incinération des huiles usagées sera lancé immédiatement après l'achèvement des procédures administratives par la SCHB qui emploie 495 travailleurs et compte une unité de production, deux unités de commercialisation et un espace de formation des étudiants et stagiaires du secteur de la Formation professionnelle, a-t-on précisé.

Salem K.

Région MENA

La BM organise jeudi un webinar sur le paiement électronique

La Banque mondiale (BM) organise jeudi prochain un webinar ayant pour thème « Paiements numériques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : création d'emplois, inclusion et prestation de services publics », a indiqué, dimanche, cette institution internationale dans un communiqué.

L'objectif de cet événement, organisé en partenariat avec le Fonds monétaire arabe (FMA), est de sensibiliser au rôle des

paiements dématérialisés au service de la création d'emplois, de l'amélioration des services et du renforcement de l'inclusion des jeunes et des femmes.

Il s'adresse aux décideurs politiques, autorités de réglementation, représentants d'institutions financières régionales et fournisseurs de technologies financières (fintech), ainsi qu'aux entrepreneurs privés.

L'institution internationale a souligné que «la pandémie de

Covid-19 a démontré de manière spectaculaire l'utilité des solutions numériques dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, depuis la côte Atlantique jusqu'au golfe d'Aden. Avec le haut débit universel et bon marché, la généralisation des paiements dématérialisés est un levier essentiel de la transformation numérique et un moteur de la reprise économique».

Les experts de haut niveau

réunis pour ce panel reviendront sur les stratégies ayant concouru à la réussite des initiatives d'administration numérique et des entreprises digitales. Ils évoqueront, également, les mesures à prendre pour accélérer la conversion aux paiements numériques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, « pierre angulaire de la feuille de route de la transformation numérique de la région », selon la même source.

Ali H.

Journée mondiale de la liberté de la presse

La DGSN organise une visite guidée au profit des journalistes à la DURS

■ La Direction générale de la Sûreté nationale a organisé, samedi, une visite guidée au profit des représentants de la corporation de la presse à la Direction des unités républicaines de sécurité (DURS), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année.

Par Hamid H.

«**L**es représentants de la corporation de la presse ont visité les différents

SMA Coup d'envoi à Alger des festivités commémorant les massacres du 8 mai 1945

Le coup d'envoi des festivités commémorant les massacres du 8 mai 1945 a été donné samedi à Alger, à l'initiative de l'Association des anciens Scouts musulmans algériens (SMA). Le coup d'envoi de ces célébrations a été donné par le secrétaire général du ministère des Moudjahidine et des ayants droit, Laid Rebika, en présence du conseiller du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, et des cadres des Scouts musulmans algériens. Le secrétaire général du ministère des Moudjahidine a souligné «l'importance de l'organisation de telles activités de proximité par l'Association des anciens SMA, en vue de transmettre aux jeunes générations l'histoire des hauts faits de ceux qui se sont sacrifiés pour libérer ce pays du colonialisme et contribué également à l'édification de l'individu algérien imprégné de valeurs et de patriotisme». M. Rebika a appelé à «une forte participation à ces événements historiques pour sauvegarder la mémoire nationale et collective et inculquer l'esprit et les valeurs patriotiques à tous les Algériens, notamment à l'approche de la commémoration des massacres du 8 mai 1945, que le président de la République a institué comme journée nationale de la mémoire». Pour sa part, M. Berramdane a mis en avant l'importance de cette manifestation qui vise à mettre en exergue une continuité intergénérationnelle et consolider la mémoire nationale parmi les jeunes SMA et toutes les catégories de la société pour préserver l'histoire du mouvement national et de la Révolution. Saluant, à l'occasion, l'action de proximité faite par l'association des anciens SMA, il a mis en avant l'importance accordée par le président de la République aux SMA, à travers l'institution du 27 mai de chaque année Journée nationale des Scouts, en reconnaissance des sacrifices et des efforts de cette organisation durant la guerre de Libération et après l'indépendance.

R. S.

services opérationnels qui veillent au maintien de la sécurité et de l'ordre publics, outre la protection des personnes et des biens», indique la DGSN dans un communiqué.

La délégation médiatique s'est enquis, à l'occasion, des «moyens et équipements utilisés dans le maintien de l'ordre et les potentialités matérielles et humaines dont dispose la DURS», précise le communiqué.

La DGSN salue les «grands efforts» de la corporation de la presse

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mis en avant, samedi, les «grands efforts» de la famille de la presse nationale à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse qui coïncide avec le 3 mai de chaque année.

La DGSN a réitéré dans un communiqué «son soutien et accompagnement permanent aux organes de la presse, dont les supports constituent une tri-



bune au service de l'intérêt général et reflètent les faits en toute objectivité dans le cadre de la constitution et des lois de la République».

«Engagée en faveur des questions de la nation, la presse nationale demeure comme elle a toujours été, à la hauteur des défis posés», a ajouté la même source. «En cette conjoncture difficile

où notre pays fait face à l'instar du reste du monde à la pandémie de Covid-19, nous exhortons la presse nationale à poursuivre les campagnes de sensibilisation et à promouvoir la solidarité nationale en vue de préserver la santé publique».

La DGSN a affirmé que ces efforts sont à même de consolider ceux de l'Etat en vue de réa-

liser la sécurité sanitaire nationale et gérer cette crise compliquée à multiples répercussions.

Elle a également saisi l'occasion pour se recueillir avec déférence à la mémoire des martyrs de la profession, louant la longue lutte et les efforts continus de la corporation de la presse au service de la société.

H. H.

Journée mondiale du travail

Arkab se félicite de la mobilisation des travailleurs du secteur de l'Energie en dépit de la conjoncture sanitaire difficile

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est félicité des efforts des travailleurs du secteur et leur mobilisation en dépit de la conjoncture sanitaire que traverse le pays, suite à la propagation de la pandémie de Covid-19, en vue d'assurer une exploitation durable des richesses pétrolières, gazières et minières.

Dans un message adressé aux travailleurs du secteur de l'Energie et des Mines, à l'occasion de la Fête des travailleurs, coïncidant avec le 1^{er} mai, M. Arkab a affirmé que «cette occasion se veut une opportunité pour nous d'apprécier les efforts énormes que vous déployez au quotidien, afin que vous vous acquittiez de votre devoir».

De même qu'elle est pour nous, une opportunité de valoriser grandement le courage, le nationalisme et l'esprit de responsabilité dont vous faites preuve, l'ardeur et la mobilisation intactes, ainsi que la solidarité présente parmi vous, laquelle vous a permis

de contribuer, de manière efficace, à la construction et à l'édification de cette Patrie chère à nous tous».

«En dépit des circonstances difficiles que traverse le pays, à l'instar du monde, suite à la pandémie, vous avez été pourtant en mesure de tenir et de travailler en vue d'aller de l'avant et veiller à garantir les richesses pétrolières, gazières et minières, à l'effet de les employer au service du citoyen et du développement de la Patrie», ajoute le ministre.

«La bataille du développement et l'amélioration de la performance durable, en vue de répondre aux aspirations de notre Nation, relever avec succès les défis qui attendent le secteur, exigent de nous tous de travailler avec dévouement et consentir des efforts renouvelés constamment dans le cadre du travail collectif, notamment les efforts des jeunes qui ont rejoint les activités du secteur».

Pour le ministre, le secteur de l'Energie se veut «un secteur vital et un moteur du développement national», ce qui requiert la poursuite du travail afin qu'il demeure «fort, efficace et profitable à l'économie et au peuple» et qu'il «contribue au développement socio-économique, à l'amélioration des conditions de vie des citoyens, à la création d'infrastructures et de nouvelles opportunités de travail et à l'amélioration du service public».

Après s'être incliné à la mémoire des travailleurs du secteur ayant quitté ce monde du fait de la conjoncture sanitaire difficile alors qu'ils s'acquittaient de leur devoir, M. Arkab s'est dit convaincu que «les travailleurs du secteur de l'Energie et des Mines poursuivront le défi, plus que jamais, en vue de s'acquitter des exigences de leur devoir et de leur conscience, à l'effet de relancer l'économie nationale au service de l'intérêt suprême de la Nation».

Amine G.

Dès les premiers symptômes de sa contamination par le coronavirus

La moudjahida Djamilia Bouhired «a été prise en charge»

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a assuré, samedi, que la moudjahida Djamilia Bouhired «a été prise en charge dès l'apparition des premiers symptômes de sa contamination par le coronavirus», apportant ainsi un démenti à l'information relayée sur des réseaux sociaux concernant «un détournement de dose de vaccin anti-Covid-19 qui lui était destinée».

Démentant «catégoriquement» dans un communiqué ce qui a été relayé vendredi

«au sujet d'un détournement d'une dose de vaccin anti-Covid-19 qui était destinée à la moudjahida Djamilia Bouhired», le ministère affirme que cette information «est sans aucun fondement» et que «la moudjahida est actuellement hospitalisée au CHU Mustapha Pacha».

La moudjahida Djamilia Bouhired «a été prise en charge dès l'apparition des premiers symptômes de sa contamination», soutient le ministère qui précise qu'«une équipe médicale a été dépêchée à son domicile pour

l'ausculter et face à une température élevée, un examen physiologique a été effectué et suite au résultat positif elle a été évacuée vers l'hôpital».

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a rendu, samedi matin, en compagnie du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Lachemi Djaaboub, visite à la moudjahida Djamilia Bouhired pour s'enquérir de son état de santé.

Maya G.

Concert de chants soufis

«Rawdhat El Ochaq» présenté par Lila Borsali en ligne

■ Un grand nombre de vues et de messages d'encouragement ont été enregistré samedi soir sur les réseaux sociaux, après la diffusion d'un concert de chants mystiques andalous intitulé «Rawdhat El Ochaq». Cette prestation qui s'inscrit dans le registre du «Madih Dini», a été présentée en virtuel pour cause de prévention contre la propagation de la pandémie Covid-19.



Par Abia Selles

Produit en collaboration avec le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le concert de chants soufis a été diffusé, près de 70 mn durant, sur la chaîne YouTube et la page Facebook de la cantatrice, visant à permettre aux internautes de prendre part à une belle randon-

née spirituelle et raviver l'attachement à la tradition socioculturelle durant le mois sacré du ramadhan notamment.

Deuxième expérience du genre après «Rentrée en nouba», concert virtuel animé par Lila Borsali en septembre 2020, «Rawdhat El Ochaq», récital mêlant la musique andalouse au conte, a été décliné en quatre thématiques savamment prépa-

rées dans le genre ghermati, dédiées à l'amour et la «place centrale qu'il occupe dans les enseignements de l'Islam» et introduites, chacune, par un istikhbar et la narration d'une courte histoire de portée spirituelle et philosophique, riche en enseignements.

Dirigé d'une main de maître par la violoniste Leila El Kébir, l'orchestre composé de Ghouti

Hadjila (derbouka), Karam Ghomari (tar), Merouane Mekki (contre-basse), Djihed Labri (qanun), Farid Mokaddem (ney), Fethi Benabdessadok (luth) et Rafiq Benhamed (violon), a brillamment soutenu la cantatrice qui a rendu, avec une voix présente et étoffée, une vingtaine de madihis, empreints de la richesse de la musique andalouse.

D'abord «La fraternité», expliquée sur un prélude au qanun dans le mode Raml El Maya, par la métaphore du sitar aux sons célestes, qui définit la notion du bonheur comme la «synthèse de tout ce qui est déjà donné par le divin», a été rendue par la cantatrice avec une voix suave, à travers les pièces «Fa qad zalet el houdjoub», «Safat ennadhra», «Lamma bada minka el qaboul», «Elotfia» et «Atani Zaman», déclinées dans des mouvements irréguliers et ascendants.

«L'humilité», deuxième thématique du récital de Lila Borsali, a été introduite par les sonorités mélancoliques du violon et l'histoire de Djâida, une jeune femme modèle de bonté et de piété, bien récompensée par le ciel.

Sur des cadences cédant progressivement au relâchement, la cantatrice a ensuite donné à l'humilité une forme

plus esthétique, rendant dans le mode Sika les madihis «El hamdou li Allah kheirou el kalam», «Ana houwa el abd edhail», «Ya Rabbi ya âadim el djah» et «Dha dhaqa sadri», dont les refrains étaient repris en chœur par l'ensemble des instrumentistes.

Lila Borsali met ensuite en valeur, dans un ton pédagogique apaisé, les vertus de la sincérité, à travers l'histoire d'un roi aimé de tous pour sa sincérité dans ses rapports à son serviteur et à son peuple.

Faisant monter en crescendo le ton et les cadences des pièces, adressant des louanges à Dieu et à son Prophète Mohamed, «Ma lana mawla siwa Allah», «Qoul li'Allahi lamani» et «Qoumou qoumou», la cantatrice a parfaitement illustré son conte, déployant son savoir-faire avec une voix cristalline, à la tessiture large.

A. S.

Soirées du mois de ramadhan à Oran Des soirées musicales virtuelles en direct

DES SOIRÉES musicales virtuelles, organisées par l'Association culturelle des arts modernes d'Oran, seront diffusées en direct sur le net à compter d'aujourd'hui, dans le cadre de l'animation des soirées du ramadhan, a-t-on appris du président de cette association.

Souag Mokhtar, artiste, auteur et compositeur, a indiqué à la presse que sept soirées virtuelles en direct sont programmées à compter d'aujourd'hui, ajoutant que le programme prévoit des chansons rai et oranaises, ainsi que de la musique pour les jeunes.

Le même responsable, qui a précisé que ces soirées sont virtuelles en raison des mesures de prévention contre le Covid-19, a souligné qu'«elles ont un double objectif, le premier est d'apporter notre contribution dans l'animation des soirées de ce mois sacré du ramadhan et le second est de faire travailler les artistes, sévèrement touchés par la pandémie, et qui depuis des mois sont sans travail à cause de l'arrêt des activités culturelles en public».

Le président de l'Association culturelle des arts modernes a fait savoir que ces soirées, qui seront diffusées à partir du nouveau siège de la Direction de la culture d'Oran, sont organisées avec la contribution de la Direction générale de la culture et des arts et de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda).

F. H.

Roman «La Peste» d'Albert Camus

Parution prochaine d'une traduction de Waciny Laredj

Le romancier algérien, Waciny Laredj, a annoncé la parution en juin de sa nouvelle traduction du roman «La Peste» du célèbre écrivain français Albert Camus.

«La nouvelle traduction du célèbre roman d'Albert Camus "La Peste" paraîtra en juin, parallèlement à la parution de la traduction des "Correspondances Albert Camus/ Maria Casarès" aux éditions Al-Kamel (Beirut-Allemagne) et aux éditions Al Fadaa El Hor (Espace libre), collection Libre Poche en Algérie», précise M. Waciny Laredj sur sa

page Facebook.

«La nouvelle traduction de "La Peste" constitue un moment important pour l'expérience de Camus car relevant la deuxième phase de son expérience qui l'a entamée par l'absurde consacrée dans son roman "L'étranger" et manifestée à travers "La Peste", en sus de l'étape de l'amour dans son roman inachevé "Le Premier Homme" qui l'a accompagné jusqu'à sa mort, c'est pourquoi je me suis lancé dans cette aventure difficile et intéressante pour le triomphe de la vie même en plei-

ne pandémie et ce, à travers un grand projet de deux ans concernant tous les romans de Camus, à savoir "L'étranger" (1942), "La Peste" (1947), "La Chute" (1956), "La Mort Heureuse" (1971) et "Le Premier Homme (1994)", a écrit M. Waciny dans sa préface.

«Je ne cache point avoir lu toutes les traductions de "La Peste", notamment celles signées par de grands auteurs dont Souheil Idriss (1981), Kaouther Abdessalem El Bahiri, Salim Kabaoua, Yara Chouaaa et bien d'autres, des traductions de

différentes valeur, force et influence», a-t-il indiqué, précisant que ces «dernières manquent d'émotion qui précède la traduction et lui confère une force intérieure composant avec le moment historique que nous vivons pour marquer, ainsi, le retour du texte source par le biais de la nouvelle traduction».

Primé de plusieurs prix, Waciny Laredj est l'un des plus célèbres écrivains en Algérie et dans le monde arabe dont les œuvres ont été traduites dans plusieurs langues.

M. K.

Grammy Awards

Le comité secret pour les nominations supprimé

Les organisateurs des Grammy Awards ont décidé de supprimer le comité «secret» qui sélectionnait jusqu'à présent les artistes devant figurer sur la liste des nominations, des musiciens ayant dénoncé un manque de transparence et des irrégularités.

Les nommés pour l'édition 2022 des récompenses de l'industrie américaine du disque seront sélectionnés par vote par

l'ensemble des plus de 11 000 membres de la Recording Academy et non plus par le comité d'experts anonyme de quinze à trente membres qui jusqu'à présent dressait cette liste, a indiqué l'Académie vendred.

«Ces changements significatifs du processus de sélection reflètent l'engagement des Grammy Awards à évoluer avec le paysage musical et à faire en sorte que les règles et lignes

directrices soient transparentes et équitables», a expliqué l'Académie. Le nombre de catégories pour lesquelles il sera possible de voter sera réduit, ajoute-t-elle. Par ailleurs, les Grammy récompenseront désormais la musique latino-américaine et les musiques du monde, soit 86 catégories au total.

Ce changement fait suite aux accusations de «corruption» portées en novembre par le chan-

teur canadien The Weeknd, star du R&B, l'un des grands oubliés de l'édition 2020 en dépit de son succès commercial.

«Les Grammys demeurent corrompus», avait alors tweeté l'artiste canadien, célèbre pour ses hits comme «Blinding Lights» et «Starboy». Il avait aussi prévenu qu'il ne soumettrait plus ses morceaux au comité de sélection en vue d'une nomination aux Awards.

R. I.



Somalie

Le Président «Farmajo» calme le jeu et rouvre les négociations pour des élections

■ Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, a ouvert, samedi, les négociations en vue de l'organisation d'élections dans les meilleurs délais, une décision que l'opposition a accueillie favorablement et qui éloigne le spectre de nouvelles violences meurtrières.

Par Mourad M.

Dans un court discours devant les députés, retransmis en direct à la télévision, le président a plaidé pour la recherche d'une solution négociée à la crise politique en cours, abandonnant de facto la prolongation de deux ans de son mandat présidentiel adoptée le 12 avril.

Il a également désigné son Premier ministre comme responsable de l'organisation des élections, accédant ainsi à l'une des principales revendications de l'opposition pour sortir de l'impasse. «Nous avons décidé de chercher une solution à travers des négociations et d'éviter de provoquer des violences au profit de ceux qui jouent avec le sang de la population», a déclaré le président, connu sous le sur-

nom de Farmajo. La Somalie, pays fragilisé par des décennies de guerre civile et par l'insurrection des islamistes radicaux shebab, affiliés à Al-Qaïda, connaît actuellement une des pires crises politiques de ces dernières années. Les tensions se sont accrues depuis que le mandat du président a expiré le 8 février sans que des élections aient pu être organisées et le 12 avril, la prolongation de deux ans du mandat présidentiel a déclenché la fureur de l'opposition.

Au point de dégénérer en affrontements armés à Mogadiscio, entre forces gouvernementales et pro-opposition, faisant trois morts.

Samedi, le président s'est placé dans le cadre d'un accord conclu le 17 septembre entre le gouvernement fédéral et les cinq États semi-autonomes du pays,



PHOTO: A. D. K.

comme le lui demandaient ses opposants et plusieurs pays partenaires.

Cet accord prévoit l'organisation d'élections selon un système indirect, similaire à celui adopté en 2017, où des délégués spéciaux choisis par de multiples chefs de clans élisent les parlementaires, qui votent ensuite pour le président.

«J'en appelle à vous tous (...) pour que nous retournions à l'accord inclusif adopté en septembre», a-t-il ajouté.

«Je veux qu'il soit clair que le Premier ministre Mohamed Hussein Roble sera en charge de la préparation, du déroulement et de la sécurité de l'élection», a-t-il ajouté.

Le discours a ensuite été adopté à l'unanimité des 140 députés présents.

Dans la soirée, le Premier ministre a salué devant la pres-

se «un jour historique» et remercié le Président Farmajo pour son sens du «compromis».

«Nous sommes déterminés à organiser des élections libres, équitables et inclusives sans que personne ne se voie privé de ses droits», a-t-il déclaré, promettant de réunir les parties prenantes «très rapidement».

Dans un discours à la Nation dans la nuit de mardi à mercredi, le président avait déjà fait machine arrière et s'était prononcé pour des «discussions urgentes» avec les acteurs politiques somaliens en vue de l'organisation d'élections.

Dans un communiqué, la coalition de candidats d'opposition à la présidentielle, face à M. Farmajo, s'est réjouie des développements de samedi devant le Parlement.

L'élection du Président Farmajo en 2017 avait suscité beaucoup d'espoir dans la population, qui voyait en lui un dirigeant soucieux de lutter contre la corruption et déterminé à lutter contre les shebab.

S'il a adopté une posture nationaliste forte durant son mandat, jusqu'à rompre les relations diplomatiques avec le Kenya et s'attirer ainsi la sympathie d'une partie de la population, le président s'est aussi fait beaucoup d'ennemis.

Partisan d'un État centralisé fort, il a tenté d'influer sur plusieurs élections dans les États semi-autonomes du pays pour y placer ses alliés. La prolongation de son mandat votée par le parlement a été perçue par beaucoup comme un passage en force pour se maintenir au pouvoir.

M. M.



Commentaire

Héritage

Par Fouzia Mahmoudi

Ayant choisi la discrétion depuis son départ de la Maison-Blanche en 2008, mis à part quelques apparitions il y a cinq ans notamment pour se positionner fermement contre Donald Trump, George W. Bush réapparaît aujourd'hui à l'occasion de la sortie d'un livre. En effet, le 43^e président des États-Unis a en effet publié le 20 avril un nouveau livre, qui rassemble des portraits d'immigrés qu'il a peints (Out of Many, One : Portraits of America's Immigrants). En partageant les histoires «remarquables» d'immigrés, l'ex-président, aujourd'hui âgé de 74 ans, refait ainsi parler de lui. Le livre de George W. Bush, et sa tournure médiatique, pourraient aussi faire partie d'une stratégie plus large visant à transformer son image d'homme responsable des guerres en Irak et en Afghanistan, qui a coûté aux États-Unis de nombreuses vies, des milliards de dollars et donné naissance à des groupes extrémistes comme l'État islamique. «Dans une certaine mesure, ce qu'il fait aujourd'hui pourrait avoir pour but de sauver son héritage», détaille Christopher Devine, professeur de sciences politiques à l'Université de Dayton. Après les attaques du 11 septembre 2001, George W. Bush a soudainement dirigé une Amérique unie. Mais deux mandats présidentiels et huit ans plus tard, le républicain a laissé derrière lui un pays englué dans des guerres «sans fin», et plus divisé que jamais, soit un avant-goût des profondes fractures que connaîtront les États-Unis sous la présidence Trump. La question de la présence américaine en Afghanistan a de nouveau été mise sur le devant de la scène il y a une dizaine de jours avec l'annonce du président démocrate Joe Biden d'un retrait total des troupes américaines d'ici le 11 septembre, jour du 20^e anniversaire des attentats de 2001. Ayant ordonné l'invasion de l'Irak, George W. Bush est notamment accusé d'avoir autorisé la torture et d'autres violations des droits de l'homme sous sa présidence. «Bush comme beaucoup d'autres ont eu une réaction excessive au 11 septembre 2001», souligne William Banks, professeur de droit à l'Université Syracuse. «Il est en cause, ainsi que Dick Cheney (son vice-président de l'époque) et Donald Rumsfeld (son secrétaire à la Défense au moments des faits) pour ces politiques irresponsables», ajoute-t-il. Car s'il a gagné quelques points dans l'opinion publique, notamment parmi les libéraux et les apolitiques, en critiquant violemment Donald Trump pour qui, avait-il assuré, il ne voterait ni en 2016 ni en 2020, cela ne fait pas oublier à la majorité le gouffre économique que les guerres qu'il a menées ont créé, ni la part de dizaines de milliers de vies américaines que cela a provoquée. Mais ce sont surtout des dizaines de millions de vies qui ont été bouleversées au Moyen-Orient et en Afghanistan, avec une déstabilisation politique et sociétale qui continue aujourd'hui, et qui a même été à l'origine de la naissance du monstre État Islamique. Depuis 2001, ce sont ainsi des centaines de milliers de vies qui ont été perdues par les peuples irakiens et afghans notamment, et qui sont directement imputables aux prises de décisions de l'administration Bush.

F. M.

Birmanie

Un groupe rebelle appelle à l'unité des factions insurgées dans l'Est

Un important groupe rebelle de l'est de la Birmanie a appelé dimanche les autres factions insurgées à unifier leurs rangs face à la junte, trois mois après le coup d'État qui a renversé la cheffe du gouvernement civil, Aung San Suu Kyi.

Cet appel de l'Union nationale Karen (KNU), l'une des principales factions rebelles de Birmanie, intervient alors que ce groupe est engagé dans des combats avec les militaires.

Dans une lettre ouverte, le chef d'état-major adjoint de la branche armée de la KNU demande à tous les combattants de l'ethnie karen d'unifier leurs rangs, quelle que soit leur affiliation politique.

«Jamais il n'y a eu une telle

opportunité au cours de plus de 70 ans de révolution. Profitez-en et combattez la dictature militaire birmane», a déclaré le lieutenant-général Baw Kyaw Heh.

Son message est adressé aux autres groupes rebelles dans l'État Karen, l'Armée bouddhiste démocratique Karen et le Conseil de la Paix KNU/KNLA, né d'une scission de la KNU. Les deux groupes sont restés silencieux depuis le coup d'État du 1^{er} février, alors que la KNU est très virulente contre la junte.

Les médias d'État ont affirmé la semaine dernière que des représentants de ces deux groupes avaient rencontré séparément la junte, pour évoquer le «processus de paix».

La KNU, forte de plusieurs milliers d'hommes, s'est empa-

rée la semaine dernière dans le sud-est du pays, près de la frontière avec la Thaïlande, d'une base de l'armée qui a riposté par des frappes aériennes.

Elle assure abriter sur le territoire qu'elle contrôle au moins 2.000 opposants au coup d'État qui ont fui la répression. La Birmanie, composée de 135 ethnies, compte une vingtaine de conflits dans lesquels s'affrontent, parfois depuis l'indépendance du pays en 1948, l'armée birmane et des factions rebelles.

Les tensions entre les militaires et certains des nombreux groupes ethniques, qui contrôlent aujourd'hui un tiers du territoire du pays, se sont intensifiées depuis le putsch du 1^{er} février.

APS



Championnat de Tunisie L'ES Tunis sacrée pour la 5^e fois de suite

L'Espérance sportive de Tunis a remporté samedi un nouveau titre de championne de Tunisie de football grâce à son succès contre le Stade Tunisien sur le score d'un but à zéro, en match de mise à jour de la 22^e journée de compétition. L'unique but de la rencontre a été inscrit par l'international algérien Abdelkader Bedrane (56') pour l'EST. A la

faveur de ce succès, l'ES Tunis (56 pts) compte dix points d'avance sur son poursuivant direct, l'ES Sahel (46 pts), à trois journées de l'épilogue. Ce succès permet à l'Espérance de Tunis de remporter le championnat de Tunisie pour la 31^e fois de son histoire et la cinquième d'affilée, confortant sa domination sur le football tunisien.

Meeting de Saint-Etienne de natation (50m NL)

Amel Melih remporte la finale et améliore son record d'Algérie

La nageuse Amel Melih a remporté samedi la finale du 50 m nage libre au meeting de Saint-Etienne (France) en grand bassin, avec un chrono de 25.38, réalisant au passage un nouveau record d'Algérie qu'elle avait battu lors des séries de qualification disputées la matinée en 25.54. En finale A, Melih a devancé les deux Françaises Lucie Vasquez (27.27) et Julie Boutine (27.46). La nageuse algérienne a amélioré de 16 centièmes de seconde le record qu'elle avait réalisé, la matinée, lors des séries de qualification. Au mois de mars dernier, son record s'établissait à 25.74, réalisé à l'Open de Marseille. Amel Melih a pu ainsi réaliser les

minimas B de qualification aux JO de Tokyo qui est de 25.51, malheureusement le meeting de Saint Etienne n'est pas qualificatif aux JO de Tokyo. L'Algérienne de 27 ans devra ainsi patienter et participer, fin mai, au meeting de Nostrom et au championnat de France en juin prochain, deux rendez-vous qualificatifs aux Jeux olympiques de Tokyo.

Pour rappel, trois Algériens ont réalisés les minimas pour les JO pour le moment. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A sur 50 et 100 m nage libre), Jaouad Syoud (minima B sur 200m 4 nages, 100 et 200m papillon) et Abdellah Ardjoune (minima B sur 100 et 200m dos).

Tournoi Premier League de Lisbonne de karaté

Daïkhi éliminé au 1^{er} tour

Le karatéka algérien, Hocine Daïkhi (+84 kg), a été éliminé au premier tour du tournoi Premier League de Lisbonne, qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo, en s'inclinant samedi face au Belge Luca Costa. Le champion d'Afrique en titre de la catégorie +84 kg a raté une belle occasion de marquer des points en vue d'une qualification aux JO de Tokyo, avant le tournoi de Paris (11-13 mai). Au total, 85 pays sont

engagés dans ce tournoi, dont huit nations arabes, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, le Koweït, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. Initialement, la sélection algérienne devait comporter un total de seize karatékas (8 messieurs et 8 dames), mais des contraintes administratives ont fait que seul Hocine Daïkhi a pu représenter les couleurs nationales dans cette compétition.

Championnat national 2021 de voile

Jijel se prépare à accueillir l'évènement

La base nautique de Jijel va entreprendre quelques préparatifs, en vue d'accueillir la phase finale du Championnat national de voile, prévue du 15 au 18 septembre prochain, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération. Le lancement du projet a été précédé d'une importante réunion entre le président de l'instance fédérale, Mohamed Azzoug et le directeur du port de Jijel. Une rencontre qui s'est faite au siège de l'UG des

Ports de Pêche, en présence du chef de service des Sports et certains responsables de la Ligue de wilaya locale. Parmi les travaux qui seront entrepris pour permettre le bon déroulement de cette compétition, «la mise en place de deux appointements, en face de la base nautique, pour faciliter la mise à l'eau des embarcations de navigation et de sécurité pendant le déroulement de la compétition», a précisé l'instance fédérale.

Ligue 2 (14^e journée)

Annaba et Arbaa tombent, journée faste pour Béjaïa

La 14^e journée du Championnat de Ligue 2 de football, disputée ce week-end, a été fatale pour les leaders des groupes Est et Centre, en l'occurrence, l'USM Annaba et le RC Arbaa, dont ont profité les deux clubs de Béjaïa, la JSMB et le MOB qui s'installent aux premières loges du classement, alors que les co-leaders du groupe Ouest, l'ASM Oran et le MCB Oued Sly, semblent inséparables. Le fait majeur du Groupe Est est incontestablement la défaite du leader l'USM Annaba chez l'USM Khenchela (1-0), une défaite qui fait l'affaire du HB Chelghoum-Laid vainqueur à l'extérieur du MSP Batna (3-1) qui le

rejoint en tête du classement. Le MO Constantine qui a battu sur le fil l'US Chaouia (2-1), recolle au groupe de tête en réduisant son retard à 4 points sur le duo USMAN-HBCL. En bas du tableau, le MSP Batna s'enlise davantage après sa nouvelle défaite à domicile (1-3). Au groupe Centre, le RC Arbaa a mordu la poussière chez le CR Beni-Thour (3-1), ce qui permet à la JSM Béjaïa, large vainqueur contre l'USM Harrach (3-0), de s'installer seule en tête du classement, suivie du MO Béjaïa, qui a surpris en déplacement le WA Boufarik sur le score sans appel de (3-0). L'USM Blida, encore une fois

Ligue 1 (mise à jour-18^e journée)

L'ESS champion de la phase aller

L'ESS Sétif s'est imposée à l'extérieur devant la JSM Skikda (1-0), en match comptant pour la mise à jour de la 18^e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputé samedi soir à Skikda, remportant ainsi le titre symbolique de la phase aller.



Les Sétifiens ne lâcheront pas le titre

Par Mahfoud M.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Berbache Yasser (20') pour l'ESS. Avec 42 points au compteur, cette victoire permet aux Sétifiens de creuser l'écart en tête du classement en portant leur avance à six points sur leur poursuivant immédiat, la JS Saoura (36 pts). Cette dernière mise à jour du calendrier a débuté vendredi avec les matchs CR Belouizdad - USM Alger (0-1) et MC Alger-NC Magma (5-1). Les Sétifiens ont réussi donc à dépasser la minicrise après l'élimination en Coupe de la CAF et à se

reprendre de fort belle manière. Ils montrent de ce fait qu'ils détiennent toujours ce deuxième souffle légendaire qu'on leur connaît et qui leur permet de relever la tête à chaque fois qu'ils sont dans une situation difficile. Les poulains d'El Kouki ont montré leurs ambitions et ne sont pas prêts à céder, sachant que tout le monde rêve du titre de champion à Sétif. Ils restent persuadés que cette équipe, même jeune et inexpérimentée, a les moyens de le décrocher pour peu qu'ils gardent cette même détermination lors de la phase retour, sachant que les Sétifiens seront attendus là où ils se déplaceront, en plus du fait que les équipes du CRB, de

la JSK, de la JSS et à moindre degré du MCA, n'ont pas dit leur dernier mot et se batront à fond pour bouculser la hiérarchie et créer la surprise.

La phase retour de la compétition débutera mardi avec le déroulement de la 20^e journée, dominée par le choc ES Sétif-USM Alger. L'Aigle Noir est appelé à bien négocier cette sortie qui ne sera pas une partie de plaisir, surtout que les Rouge et Noir qui ont remporté leur dernier match en retard face au voisin du CRB sont décidés à jouer toutes leurs cartes pour revenir en force lors de la manche retour, rattraper leur retard et jouer les trouble-fête.

M. M.

Cherif El Ouezzani (entraîneur RCR)

«L'élimination face au MCO est logique»

L'entraîneur du RC Relizane, Si Tahar Cherif El Ouezzani, a qualifié de «logique» l'élimination à domicile de son équipe des huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue face au MC Oran (1-0), dans le derby de l'Ouest disputé vendredi au stade Tahar-Zoughari de Relizane. Avouant avoir souhaité aller «le plus loin possible» dans cette compétition, Cherif El Ouezzani a déploré les conditions dans lesquelles

il a préparé ce rendez-vous, soulignant que son équipe ne s'est entraînée qu'à quatre reprises seulement tout au long d'un mois. «Les grèves à répétition des joueurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière nous ont joué un mauvais tour. Malgré cela, j'estime qu'on a tenu la dragée haute à un adversaire qui s'est bien préparé pour cette rencontre», a déclaré l'ancien international. Il a, en

outre, tiré à nouveau la sonnette d'alarme concernant l'avenir du «Rapid» en Ligue 1, un palier qu'il a retrouvé cette saison après quatre exercices passés dans le purgatoire. «Je n'ai pas cessé d'attirer l'attention de qui de droit au sujet des interminables problèmes financiers des joueurs et des membres des différents staffs. A présent que nous sommes éliminés de la Coupe de la Ligue, nous devons jeter toutes nos forces dans le championnat pour assurer notre maintien. Mais cela passe aussi par un meilleur intérêt de la part des responsables du club et des autorités locales», a-t-il insisté. Le RCR, qui a terminé à la 12^e place la phase aller du championnat, a récolté 24 points, alors que son coach estime que son équipe aura besoin d'atteindre les 44 unités pour assurer son maintien. Les protégés de Cherif El Ouezzani débiteront la phase retour mardi prochain par un déplacement à Alger pour affronter le Paradou AC pour le compte de la 20^e journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

21^e jour de ramadhan

Imsak : 04 : 05

Iftar : 19 : 42

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 211 nouveaux cas et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (8), portant à 3 270 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 211 cas, soit 8 cas de plus par rapport au bilan d'hier (203), pour atteindre, au total, 122 522 cas confirmés. R. N.

Beni-Atteli (Médéa)

Deux employés, coincés sous un amas de terre, secourus

Deux travailleurs d'une entreprise de travaux d'assainissement, coincés sous un amas de terre sur un chantier sis à Beni-Atteli, au nord de Médéa, ont été secourus par les éléments de la Protection civile après d'intenses efforts, a-t-on appris, hier, auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit, selon la même source, en début d'après-midi, sur un chantier de réalisation de canalisation pour réseau d'assainissement au niveau du village de l'agglomération de «Beni-Atteli», à 4 kilomètre au nord de Médéa, où deux employés s'étaient retrouvés piégés au fond d'une fosse, après l'ef-

fondrement d'un pan du chemin de conduite de la canalisation, a-t-on indiqué. Plus d'une vingtaine de secouristes de la Protection civile a été mobilisée pour cette opération de sauvetage qui a été couronnée, après plusieurs heures d'efforts, par l'extraction des deux employés du fond du fossé où ils étaient partiellement ensevelis par l'amas de terre, a-t-on ajouté, précisant que les victimes, qui souffraient de contusions et de douleurs au bassin et aux jambes, ont été évacuées en urgence vers l'hôpital de Médéa pour recevoir les soins nécessaires.

M. L.

Béjaïa

Saisie de plus d'un quintal de viande surgelée et de poulet

Pas moins de 111 kg de viande blanche, viande rouge et de graisse surgelée impropres à la consommation ont été saisis par les éléments de la brigade police de la sûreté de daïra ces derniers jours. «La quantité de viande a été saisie lors d'une opération de contrôle de qualité et répression des fraudes des bouchers et volaillers, effectuée par la police dans la ville, en commun avec les services d'hygiène de l'APC, des agents de la direction des services

agricoles dont un vétérinaire», précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse qui nous a été transmis hier. Parmi les infractions relevées lors de cette opération de contrôle, il y a le dépassement de la date de péremption de la viande et les mauvaises conditions de sa conservation. Parmi la viande saisie, il y a 13 kg de volaille mal conservée, 33,6 kg de graisse congelée et 66 kg de viande rouge surgelée. H. C.

Foot / Ligue 1

Les compteurs à trois avertissements au plus remis à zéro

Les joueurs professionnels comptabilisant trois cartons jaunes, ou moins, à la fin de la phase aller du championnat verront leurs compteurs respectifs remis à zéro à la première journée de la phase retour, prévue demain, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP).

«La commission de discipline informe l'ensemble des clubs professionnels que les avertissements, dont le nombre est inférieur ou égal à trois, et qui ont été infligés à un joueur avant la date du 1^{er} match de la phase retour sont annulés», a indi-

qué cette instance dans un bref communiqué.

La Ligue a expliqué que cette décision a été prise conformément à l'article 34, alinéa 1, du code disciplinaire de la Fédération algérienne de football (FAF). En revanche, certaines sanctions prises pendant la phase aller seront maintenues et devront être purgées pendant la phase retour. Parmi elles, la sanction pour un match ferme relative à quatre avertissements infligés à un joueur, ainsi que la contestation de décision.

R. S.

Béjaïa

Sit-in des pompiers devant l'unité principale

Des agents de la Protection civile de Béjaïa ont observé, hier, un rassemblement de contestation devant l'entrée de l'unité principale, sise au niveau des Quatre chemins. Ce sit-in, qui n'est pas le premier du genre, s'inscrit dans un mouvement de protestation nationale visant l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. Les pompiers ont mis en avant un bon nombre de revendications qui se résument essentiellement en l'«octroi de la prime de contagion à 100 %», eu égard aux «dangers et diverses maladies infectieuses»

auxquels ils sont quotidiennement exposés lors de leurs interventions, «le versement de la prime Covid-19», «la réduction des heures supplémentaires», «la mise en place d'un système de promotion en adoptant le concours professionnel, tel que défini dans les statuts», «la révision du statut particulier», «la hausse des salaires dont le SNMG» et «l'annulation de l'impôt sur le revenu». Les protestataires ont arboré plusieurs pancartes sur lesquelles étaient portées leurs revendications. On pouvait lire : «Révision de la gestion et organi-

gramme de la mutuelle générale des agents de la Protection civile», «Révision du statut particulier», «Octroi d'un quota de logements sociaux», «Prime de transport et prime spéciale aux événements religieux», «Définition de la mission exacte des pompiers» et «Règlement des situations vis-à-vis du service national». Selon eux, «l'agent de la Protection civile perçoit un salaire minable», comme mentionné sur une pancarte. Pour rappel, un sit-in similaire avait été observé dimanche dernier sur les lieux.

H. Cherfa

3 mai: journée mondiale de la liberté De la presse



Djalou@hotmail.com

Réforme hospitalière

P^r Nibouche : «Le système de santé a besoin d'être réformé de fond en comble»

■ Le Professeur Djamel-Eddine Nibouche a dressé un constant alarmant de la situation sanitaire en Algérie, critiquant vivement le système de santé national qui, selon lui, a besoin d'être réformé de fond en comble.

Par Louisa Ait Ramdane

Structures sanitaires vieillissantes, déficit managérial, une gestion chaotique de tous les services... c'est le constat alarmant et inquiétant dressé par le Professeur Djamel-Eddine Nibouche qui estime que «des réformes s'imposent».

Chef de service de cardiologie à l'hôpital Nafissa-Lahrèche à Alger, il n'hésite pas à qualifier le système de santé d'archaïque et appelle à amorcer des chantiers de réflexion pour repenser

les priorités et les missions dévouées à l'hôpital afin d'aboutir à «un système fonctionnant de pleine efficacité». Il s'agit, a-t-il indiqué, de réadapter notre système de santé aux exigences de la fois structurelles et à la gestion moderne des hôpitaux. «Vous pouvez avoir un hôpital des plus modernes possibles, mais sans les compétences requises ça ne sera que coquille vide», a précisé le chef de service cardiologie. On fait une réforme, a appuyé Nibouche, quand un système devient non performant. L'urgence, selon lui, est de passer au diagnostic pour aborder une réelle réforme en concertation avec les experts, avec les gestionnaires, avec les auxiliaires du secteur et toute l'équipe régissant l'établissement hospitalier en Algérie. Invité de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne 3, il a indiqué que «les textes préparés par le ministre délégué sont une bonne chose, mais c'est insuffisant», soulignant l'importance de consulter les spécialistes qui

sont au fait de l'évolution de l'état de santé dans le pays.

Selon l'intervenant, un système sanitaire doit s'adapter aux catastrophes avec à la carte un plan national de sauvetage, citant au passage avec regret l'exemple de l'action anti-Covid disant qu'«on n'était pas préparé à cette épidémie». «Il faut savoir que l'épidémiologie d'un pays change avec l'évolution des maladies. Et avec cette évolution, les moyens et méthodes doivent évoluer parallèlement», a-t-il expliqué. L'état épidémiologique algérien n'est plus celui des années 1970. Aujourd'hui, il y a les maladies dégénératives (cardiovasculaires, ndlr), le cancer, le diabète, etc. «La gestion hospitalière est anachronique et repose sur des méthodes anciennes», a-t-il fait constater. «Il y a des priorités, à commencer par réorganiser l'hôpital car il y a un désordre. La gestion de nos hôpitaux est archaïque et il faut remettre de l'ordre et moderniser sa gestion», a-t-il suggéré. De son avis, l'hôpital doit être géré comme une clinique privée, qui ne souffre pas de pannes qui causent des arrêts de services et pour s'y faire avec une gestion moderne. Il faut donc, selon le Professeur Nibouche, le débarrasser de certaines charges comme la nourriture, la maintenance, la gestion du parc ambulance, la blanchisserie qui ne font pas partie de sa vocation première. La réforme est liée aux personnes compétentes, aux personnes expérimentées dans la gestion hôtelière et du personnel en collaboration avec le corps médical, a-t-il indiqué.

L. A. R.